

16,50/20

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : COMPLEMENTAIRE 2° GRADE

Epreuve : DDOIT PENAL

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



"d'application extraterritoriale de la loi pénale française"

des conflits de loi dans l'espace apparaissent lorsque plusieurs loi appartenant à des ordres juridiques nationaux différents ont vocation à s'appliquer à un même fait.

En matière pénale, un premier réflexe pourrait d'ailleurs donner que un tel conflit de loi se produise. En premier lieu, contrairement aux juridictions civiles, les juridictions pénales ne peuvent appliquer que la loi française. Par ailleurs, parce qu'elle est l'expression de la volonté générale (article 6 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789), la loi pénale française est chevillée au corps de la Souveraineté Nationale, en ce qu'elle en est le reflet. Votée par les représentants du peuple qui ont, seuls, la légitimité de restreindre les droits et libertés individuelles, la loi pénale édicte les comportements répréhensibles et les sanctionne. Nulum crimen, nulla poena sine lege. Or, les crimes et délits évoluent avec le temps, ainsi que leurs sanctions en fonction de l'évolution des mœurs et interdits d'une société. De la même manière, ce qui est prohibé dans un Etat peut être autorisé dans un Etat voisin. Il ressort de ce constat que la loi pénale française a naturellement vocation à s'appliquer que sur le territoire français. L'Etat

N°

1/12

français ne serait en effet pas légitime à imposer ses valeurs sur un autre territoire, au risque de violer une autre Souveraineté Nationale. C'est ainsi que l'article 113-2 du Code Pénal prévoit que "la loi pénale française est applicable aux infractions commises sur le territoire de la République" d'application strictement territoriale de la loi pénale française semble ainsi consacrée.

L'alinéa second du même article pose cependant une brèche qui annonce en réalité une succession d'exceptions au principe de territorialité de la loi pénale française : "l'infraction est réputée commise sur le territoire de la République dès lors qu'un de ses faits constitutifs a eu lieu sur ce territoire". Par cette fiction juridique, le législateur annonce une première réponse, que la jurisprudence s'est chargée d'apporter. La Cour de cassation a en effet retenu que par effet d'indivisibilité, la juridiction française était compétente pour connaître de faits commis à l'étranger et qui forment un tout indivisible avec des faits commis sur le territoire français (Cass. crim., 23 avril 1981). Même en cas de simples actes préparatoires commis en France, le juge français pour connaître de l'infraction principale <sup>commise à l'étranger</sup> (Cass. crim., 11 avril 1982). Le législateur prévoit également la compétence de la loi française et des juridictions françaises, indivisibles, pour juger d'un individu complice d'un crime ou d'un délit commis à l'étranger (article 113-5 du Code Pénal). On observe dès lors que la territorialité de la loi française s'opère de manière extensive. Mais il est aujourd'hui de plus en plus d'hypothèses où la loi pénale française s'appliquera même en dehors de tout lien territorial. Des raisons sont multiples. En premier lieu, tout Etat a une tendance naturelle à vouloir étendre les prérogatives de sa souveraineté nationale.

A travers l'application de sa loi pénale, l'Etat transmet ses interdits, ses valeurs et ses protections fondamentales. Par ailleurs, le postulat selon lequel la loi pénale française est la mieux à même de sanctionner ou protéger ses ressortissants justifie également son application extraterritoriale. Enfin, le développement continu de certaines infractions transfrontalières, parmi les plus sévèrement punies par l'arsenal pénal français, amène naturellement le juge français à s'en saisir. Le législateur a donc favorisé ces nouveaux cas d'extraterritorialité, afin de lutter contre le tourisme sexuel commis par des ressortissants à l'étranger ou de lutter contre certaines formes de terrorisme non réprimées dans l'état de commission de l'infraction.

Cela revient-il à admettre qu'en matière pénale, la loi française s'est arrogé le droit d'étendre indéfiniment son domaine d'application, au mépris de la souveraineté nationale d'autres Etats ? La réponse se doit d'être négative, des limites ayant été posées par la loi pénale elle-même et par le droit international.

Il y a donc lieu d'examiner si le législateur est parvenu à limiter efficacement, aux côtés d'instances internationales (II), l'application extraterritoriale en pleine extension de sa loi pénale (I).

## I. d'ores et déjà de l'application extraterritoriale de la loi pénale française

Il existe en France une unité entre compétence juridictionnelle et compétence de la loi pénale française. Le juge pénal français ne pourra appliquer que la loi pénale française. Or, entre l'application particulièrement extensive de la loi pénale sur le territoire de la République, le législateur a multiplié les cas, où la loi française tiendrait à s'appliquer pour des infractions commises exclusivement à l'étranger, soit au regard de la nationalité des personnes concernées (A), soit au regard de l'infraction poursuivie (B).

### A. d'ores et déjà de l'application extraterritoriale de la loi pénale française aux ressortissants ou résidents français : la compétence personnelle

En raison des nouveaux visages de la criminalité, de plus en plus internationalisée ou transfrontalière, le législateur a entendu étendre la protection de la loi pénale aux victimes françaises et sa sévérité aux auteurs nationaux.

La compétence personnelle active de la loi pénale française représente ce dernier cas : la loi française va alors suivre les ressortissants français auteurs hors des frontières de l'Etat. Le principe général est posé à l'article 113-6 du Code Pénal : la loi pénale sera applicable à tout crime et délit commis par un Français à l'étranger, peu importe que cette nationalité ait été acquise postérieurement aux faits. Deux cas légaux étendent cette compétence de la loi aux seuls résidents sur le territoire français



(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : COMPLEMENTAIRE 2° GRADE

Epreuve : DROIT PENAL

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



qu'elle que soit leur nationalité. En premier lieu, le législateur a entendu combattre le tourisme sexuel de Français à l'égard de mineurs. La loi du 17 juin 1998 a donc étendu la compétence personnelle active aux ressortissants et résidents Français se rendant à l'étranger pour y commettre une agression sexuelle à l'encontre d'un mineur (art. 222-22 al. 3 du Code Pénal et art. 223-23-1).

Par ailleurs, la lutte soutenue contre le terrorisme et l'émergence de nouvelles formes de cette infraction a conduit le législateur à élargir la compétence de loi française aux simples résidents habituels français, aux termes d'un nouvel article 113-13 du Code Pénal (loi du 21 décembre 2018). Cette extension de l'application de la loi française permet de poursuivre les individus partis s'entraîner ou combattre à l'étranger.

Aux côtés de cette répression accrue des auteurs français, le législateur a également entendu protéger la victime française. Le principe est posé à l'article 113-7 du Code Pénal pour tout crime ou délit puni de l'emprisonnement et concerne les victimes ayant la nationalité française au moment de la commission des faits. Une fois encore, le législateur a élargi ce principe de compétence personnelle passive afin de répondre à une infraction

N°

5/12

particulière, en 2006. En effet, afin de lutter contre l'excision commise à l'étranger, la loi du 4 avril 2016 a créé un article 222-16-2 du Code Pénal, réprimant les violences commises à l'étranger sur une victime mineure résidant en France. Enfin, pour lutter contre la cybercriminalité, un article 113-2-1 a été inséré par la loi du 3 juin 2016 dans le Code Pénal : "tout crime ou délit réalisé au moyen d'un réseau de communication électronique, (...) au préjudice d'une personne physique résidant sur le territoire de la République ou d'une personne morale dont le siège se situe sur le territoire de la République, et réputé commis en France". Il s'agit de la première protection extraterritoriale de la personne morale "française".

On observe aisément à l'examen de la compétence personnelle de la loi pénale française, que le législateur entend pouvoir sanctionner comme protéger les ressortissants français et réagir aux nouvelles formes de criminalité, parfois dématérialisée. Nous venons que cette volonté expansionniste s'observe également s'agissant de quelques incriminations particulièrement sanctionnées.

### B - L'essor de l'application extraterritoriale de la loi pénale française à certaines infractions : la compétence universelle

Puisque qu'il existe des crimes universellement reconnus comme tels, la France se reconnaît une compétence universelle pour connaître de crimes contre l'humanité commis par un étranger à l'étranger, contre des ressortissants étrangers. Cette compétence exce-

tionnelle de la loi pénale française qui trouve à s'appliquer sans lien juridique ou humain avec l'infraction peut être retrouvée dans l'article 113-8-1 du Code Pénal.

Depuis une loi du 9 mars 2004, le législateur a déposé la compétence universelle de la loi française pour l'appliquer aux infractions, sans lien avec la France, mais commises par un individu que l'Etat se refuse d'extrader, pour des motifs d'ordre public ou de sauvegarde de ses libertés individuelles.

Enfin, plusieurs infractions particulières restent la loi française leur être applicable. Il s'agit en premier lieu de toutes les atteintes à la Nation ou au personnel et biens diplomatiques (art. 113-10 CP). Il s'agit également de certaines infractions commises au-delà de la mer territoriale et sanctionnées par une loi ou une convention internationale permettant cette compétence. C'est sur la base de cet article que les juridictions françaises ont pu poursuivre et sanctionner les responsables du navire Erika et de la marée noire occasionnée par le rejet massif d'hydrocarbures.

(Con. crim. 25 septembre 2012). En effet, les juges répressifs ont retenu que la loi pénale française trouvait à s'appliquer, tant sur le fondement du Code de l'environnement que sur la Convention internationale dite Marpol, de 1973.

En regard de ces nombreuses hypothèses de compétence de la loi pénale française, il semble presque difficile d'imaginer un cas où la loi déclinerait son applicabilité, quelque tenu puisse être le lieu la valant à l'encre. Cependant, de solides limites ont été posées à cette compétence expansionniste, tant par le droit interne qu'international.

## II. des limites posées à l'application extraterritoriale de la loi pénale française

Afin de respecter les souverainetés nationales des autres Etats mais également par souci de réalisme juridique, tant le droit interne (A.) que le droit international (B.) ont posés des restrictions à l'application extraterritoriale de la loi pénale française.

### A. des limites posées par le droit interne à l'application extraterritoriale de la loi pénale française

Le législateur a posé plusieurs restrictions à la compétence de la loi pénale française : les premières répondent à un souci de réalisme juridique, les secondes au respect de certains principes fondamentaux.

En premier lieu, il convient de rappeler que les infractions commises à l'étranger ne sauraient toujours aisément être portées à la connaissance de juridictions françaises. L'alerte donnée à ces dernières afin que puisse s'appliquer la loi pénale française se doit d'émaner de la victime elle-même ou de l'autorité de poursuite, le Ministère Public. C'est ainsi que pour les cas généraux de compétence personnelle de la loi, l'article 113-8 du Code Pénal prévoit que "la poursuite des délits ne peut être exercée qu'à la requête du ministère public. Elle doit être précédée d'une plainte de la victime (...) ou d'une dénonciation officielle par l'autorité du pays où le fait a été commis". Cette double sécurité permet de s'assurer du sérieux de l'atteinte prétendue et de garantir un



(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : COMPLEMENTAIRE 2° GRADE

Epreuve : DROIT PENAL

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



l'opportunité des éventuelles poursuites. Cette double condition se limite à la simple initiative de poursuite du Ministère Public dans l'hypothèse de l'infraction commise à l'étranger par un étranger que la France se refuse d'extrader. L'obligation d'être précédée d'une dénonciation de l'autorité a été abrogée en 2013.

Outre ces conditions relatives aux personnes détenant la prérogative de poursuivre, certains principes fondamentaux du droit positif français s'opposent à une application de la loi française. En premier lieu, si le Conseil Constitutionnel continue de lui nier toute valeur constitutionnelle, le principe non bis in idem reste un principe direct du droit pénal. Ainsi, un individu ne saurait être condamné à deux reprises pour une même infraction. Fort de ce principe, le législateur a prévu que la loi pénale française ne pouvait être appliquée en violation de ce principe : l'article 113-9<sup>er</sup> dispose que pour les cas de compétence personnelle, "aucune poursuite ne peut être exercée contre une personne justifiant qu'elle a été jugée définitivement à l'étranger pour les mêmes faits et, en cas de condamnation, que la peine a été subie ou poursuivie". d'autre

N°

9/12

français ou étranger qui aura commis une infraction à l'étranger et aura été sanctionné pour cela ne pourra donc faire l'objet de poursuites en France. Par ailleurs, un deuxième principe peut s'opposer à l'application de la loi pénale française : la légalité criminelle. Promue à l'article 7 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, ce principe fondamental s'oppose à ce qu'un individu soit poursuivi en France pour des faits commis à l'étranger et non pénalement sanctionnés dans cet Etat. Il semble en effet naturel que l'individu ne soit pas condamné pour des faits qu'il croyait légitimement licites dans l'Etat de commission. Des dispositions concernées, présente dans le second alinéa de l'article 113-7 du Code Pénal, ne trouvent cependant pas à s'appliquer pour les infractions les plus graves et sont expressément écartées pour les infractions terroristes, afin d'éviter que des individus partis résider dans des états permissifs pour de tels agissements excipent de l'absence d'incrimination dans cet Etat pour échapper aux poursuites. Ce principe de réciprocité, allié au respect du principe de non bis in idem sont de réelles limites à l'application extraterritoriale de la loi pénale française.

Il reste évident qu'au regard du caractère intrinsèquement universel de la question de l'application extraterritoriale d'une loi nationale, le droit international a également posé des limites à cette prérogative.

### B. des limites posées par le droit international à l'application extraterritoriale de la loi pénale française

Tant le droit international que le droit de l'Union Européenne sont venus poser des limites à cette application extraterritoriale, dans un but d'harmonisation des poursuites ou de coopération avec une instance internationale.

C'est ainsi que la France a procédé à une révision Constitutionnelle afin d'insérer dans la Constitution de 1958 l'article 53-2 : "La République peut reconnaître la juridiction de la Cour Pénale Internationale dans les conditions prévues par le traité signé le 18 juillet 1998". Sur la base de ce traité, la France participe à la répression de l'infraction et coopère avec cette juridiction (art. 627 Code de Procédure Pénale). C'est ainsi que la France s'est engagée à s'effacer en cas de demande de remise pour poursuites sollicitée par la Cour Pénale Internationale. En ratifiant le traité de 1998, la France a accepté de limiter la compétence de ses juridictions et l'application de sa loi pénale en cas de compétence concurrente de la CPI.

Le droit coutumier international est également susceptible de restreindre l'application extraterritoriale de la loi française. En effet, le coutume international interdit qu'un Chef d'Etat en exercice soit poursuivi par des autorités judiciaires étrangères. C'est ainsi que la Cour de cassation a sanctionné la Chambre d'accusation qui avait confirmé l'ordonnance d'un juge d'instruction disant y avoir lieu à information contre N. Kadhafi, Chef d'Etat Libyen pour l'attentat terroriste.

te contre un avion français.

Outre le droit international, l'harmonisation voulue par l'Union Européenne en matière pénale a concouru à poser des limites à l'application extraterritoriale de la loi pénale française.

En premier lieu, une décision-cadre du Conseil de l'Union Européenne (UE) a organisé les procédures de renvoi de ressortissants nationaux ou étrangers en vue de poursuites pénales par les autorités demanderes. En effet, l'UE s'est dotée d'un instrument efficace pour la poursuite d'une véritable coopération judiciaire, le mandat d'arrêt européen. Cette décision judiciaire et les conditions de renvoi subséquentes de la personne recherchée sont organisées aux articles 695-11 du Code Pénal. Il s'agit d'un nouveau cas d'abandon par la France de sa compétence juridictionnelle, aux fins de respecter ses engagements internationaux.

Afin d'éviter et régler, le cas échéant, les conflits de compétence entre plusieurs Etats membres, ces derniers seront encouragés à respecter la décision-cadre de l'UE du 30 novembre 2009. Le législateur français a inséré la directive d'application de ce texte aux articles 695-9-54 et s. CPP. Il en résulte que, conscient que chaque Etat membre sera enclin à appliquer sa loi pénale nationale pour poursuivre un même fait ou un même individu le législateur européen a mis en place un système de coopération et d'information entre Etats. Une meilleure circulation des informations peut effectivement permettre à deux Etats susceptibles d'intervenir et de se reconnaître compétent de parvenir efficacement à une solution tranchant la compétence de l'un contre l'obtention d'informations précieuses pour une autre procédure de l'autre.